



Récapitulons

CSAL DRFIP 44

Comité Social d'Administration

2 avril 2026

Dans sa liminaire, La Cgt est revenue sur le décrochage des salaires dans la Fonction Publique et notamment à la Dgfp.

Elle a interpellé le Directeur sur la situation actuelle liée à la crise internationale et à la hausse des carburants. Le Directeur a précisé que les chefs de service ont la main pour attribuer du télétravail exceptionnel. La Direction réfléchit à d'autres solutions tel le coworking, le covoiturage...

La CGT a présenté l'enquête qu'elle a faite dans les Maisons France Services auprès des agent·e·s et des usager·e·s. [\[À lire sur notre site internet\]](#)

BILAN DES CAMPAGNES DE L'IMPÔT SUR LE REVENU 2025

Le nombre de foyers fiscaux augmente en Loire Atlantique et donc **les charges de travail des agent·e·s**, dans un contexte, de réduction des effectifs. Ces sous-effectifs entraînent des contraintes fortes pour les agent·e·s pendant la campagne en termes de disponibilité et d'intensification du travail. Le nombre d'usager·e·s accueilli·e·s dans les sites (Finances publiques ou France Services) ne baisse pas mais le **nombre d'appel téléphonique augmente**.

Le bilan de la campagne n'aborde quasiment pas l'accueil dans les **Services de Gestion Comptable** qui sont eux aussi en première ligne.

873 173 foyers fiscaux (en hausse) en Loire Atlantique :

- 584 462 télédéclarations
- 196 066 déclarations automatiques
- 92 845 déclarations papier

33 000 usager·e·s accueilli·e·s physiquement
20 000 appels téléphoniques directement dans les SIP 44 auxquels s'ajoutent **11 000 appels** en renfort des appels nationaux (débordement des Centres de Contacts).

A cela s'ajoutent les accueils physiques ou téléphonique sur rendez-vous (**APRVD**).

32 000 e-contacts (en baisse)

7 271 courriels sur les Balf

IMPÔT SUR LE REVENU 2026

Le nombre de collègues chargé·e·s de l'accueil diminue et pourtant, avec un nombre important de

jeunes collègues et **contractuel·les**, ce qui implique une charge très forte de formation, sans reconnaissance autre que symbolique.

Nous sommes dans un contexte de gestion des emplois catastrophique ou les **sachant·es partent** entraînant une hausse du stress et de la charge de travail pour les collègues chargé·e·s de cette campagne.

Cela a des conséquences aussi sur la gestion des effectifs avec des restrictions sur la pose des **congrés** y compris pour une journée.

La CGT a alerté sur la situation de l'AJV avec une équipe permanente très réduite et s'est étonnée de la place prise par les stagiaires IPAG et les services civiques dans l'accueil primaire.

Sur l'accueil téléphonique, la CGT a mis en garde sur un « reporting » excessif sur « le taux de décroché » qui n'est qu'un indicateur. La qualité de nos réponses devrait préoccuper beaucoup plus la direction. Nous avons rappelé le nécessaire soutien et formation pour les personnels des France Service.

Calendrier de la campagne :

9 avril	Ouverture de la déclaration en ligne
27 mars au 17 avril	Envoi des déclarations papier par la Poste
19 mai	Date limite du dépôt des déclarations papier
28 mai	Date limite de souscription des déclarations en ligne pour le 44
4 juin	Date limite des déclarations EDI (pro)
25 juin	Date limite de saisie de la 2e émission IR
23 juillet au 28 août	Réception des avis d'imposition

CARTOGRAPHIE DES RISQUES

Une vision plus ou moins générale des risques liés à notre activité professionnelle a été élaborée afin de mieux les maîtriser.

Ce document est disponible sur l'intranet [Ulysse du 44](#). Il concerne un vaste périmètre allant des aspects métiers à des aspects matériels en passant par des éléments humains (RPS).

Les risques ont été évalués en croisant leur probabilité de répétition et leur impact.

Cette cartographie est un préalable au contrôle interne et à l'élaboration de mesures pour réduire les risques.

La CGT a relevé que l'outil était intéressant mais que la marge de manœuvre en local était mince, excepté sur le management.

EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2025 BUDGET PRÉVISIONNEL 2026

La Dotation Globale de Fonctionnement est en hausse en 2025 par rapport à 2024 car la Drfip44 a obtenu des crédits pour des projets immobiliers. De nombreux travaux en 2025 : Saint Nazaire, Accueil Jules Verne, trésorerie Amendes...

L'affranchissement baisse même si en 2025 cela ne se voit pas, car des factures d'affranchissement des collectivités 2024 ont été payées en 2025. Depuis octobre 2025, l'État ne prend plus en charge les frais d'affranchissement des collectivités locales concernant l'envoi de certains avis de sommes à payer.

Les frais de déplacement ont été aussi réduits.

Pour info, les colis gourmands à partager dans les services, reçus en fin d'année 2025, ont coûté 25 000 euros.

Pas d'information par contre sur le coût des différents séminaires organisés par la Drfip 44 (notamment celui au Croisic) malgré les demandes de la Cgt.

Pour 2026, le budget prévisionnel est en baisse.

POINT SUR LES PROJETS IMMOBILIERS

La Direction a fait le point sur certains travaux et projets immobilier.

- À **Cambronne l'accueil** a été entièrement rénové.
- La **Trésorerie Nantes Amendes** a été installée quai de Versailles à la Direction.
- Le site de **Saint Nazaire Préssensé** a été abandonné et transféré à De Gaulle.
- À **Châteaubriant**, l'installation du rectorat sur le site se poursuit.

Sont aussi en cours, sur plusieurs sites, des études et travaux **énergétiques**, sur l'ambiance **sonore**, sur les **portes** coupe-feux.

Sur le plus long terme sont envisagés à Cambronne : la sécurisation du site, les travaux du 4^e étage d'Anne de Bretagne, la libération des étages du bâtiment Delambre au profit des brigades DIRCOFI... et une bunkerisation du site Cambronne !

Cet été, des travaux sur les extractions du **Restaurant de Cambronne**, qui occasionne des nuisances sonores aux riverains, pourraient entraîner une fermeture du RIA pendant un mois. À ce stade pas de certitude mais la question d'une solution de repli pour les usager·e·s a été posée.

SIP & AJV : SUIVI DES DÉLIBÉRATIONS ET ENGAGEMENTS

Les représentant·e·s du personnel avaient demandé, par délibération, une information plus complète sur l'installation prévue de l'AJV et un examen, notamment de l'organisation, en Formation Spécialisée santé et sécurité et condition de travail et cela avant les travaux.

Ils ont eu droit à une documentation plus complète certes, et un bilan en FS plus tard.

Le point sur les caméras de surveillance installées à l'AJV reste problématique avec un réel défaut d'information. Une passe d'arme entre la CGT et la direction a porté sur l'utilité de la vidéo surveillance. Un RETEX a été demandé sur l'utilité de la vidéo surveillance sur le SIP Rezé puisqu'on a plusieurs années de recul. Rappelons que la vidéo surveillance peut aussi se retourner contre les agent·e·s même s'ils ne doivent pas être filmé·es en théorie.

Le Directeur estime que l'évolution de l'AJV ne constitue pas une réorganisation importante d'où un traitement en CSAL et FSsct limité !!

Cgt Finances Publiques 44

Vos représentants Cgt en CSAL :

- Pierre-Yves Grellier
- Alain Colas

■ cgt.drfip44@dgfip.finances.gouv.fr

■ <http://www.financespubliques.cgt.fr/44>

■ 02 51 12 87 08

■ 2 rue du Général Margueritte 44300 Nantes

■ Permanences les mardis après-midi

